

■ Benoît Lutgen rencontrera Olivier Maingain samedi.

■ CDH et Ecolo s'accordent sur la nécessité d'une réforme de la gouvernance.

■ Les bases des partis observent ce qui se passe, parfois avec inquiétude.

# Maintenir le CDH malgré tout à Bruxelles ?

## Éthique

Ecolo reprend la main sur le dossier "gouvernance"

La dynamique s'inverse. Alors que le président du CDH cherche de nouvelles majorités régionales, Ecolo a lancé jeudi des invitations aux partis (PS, MR, CDH, Défi et PTB) sur le thème de la gouvernance. "La priorité, c'est la gouvernance, pas les

gouvernements", explique la coprésidente d'Ecolo, Zakia Khattabi. "La crise de confiance entre les partis est liée à la crise de la gouvernance. C'est cela que nous voulons régler." La veille, les écologistes avaient envoyé aux partis une liste de mesures dans ce domaine. L'accueil a été bon, dit-elle. Dès lors, "on va prendre contact avec les présidents de parti pour solliciter un rendez-vous et voir sur quoi on peut avancer". Une rencontre est prévue lundi avec le PS, a annoncé Elio Di Rupo, sur RTL. **A. C.**

**A** lors que les coprésidents d'Ecolo ont rencontré Benoît Lutgen hier pour un premier contact, la Région bruxelloise, tout comme la Fédération Wallonie-Bruxelles, était toujours dans l'expectative jeudi. Au CDH, on continue de penser que les réticences des autres partis ne sont que bluff et qu'il n'est plus possible de gouverner avec le PS, devenu le "valet noir". A Bruxelles, les scénarios s'imaginent sans pour autant que de réelles négociations ne démarrent, même si on peine à croire que des contacts ne se nouent pas à haut niveau. Dans les colonnes du "Soir", jeudi, le ministre-Président Rudi Vervoort (PS) insistait sur un rapprochement possible entre PS, Défi et un parti Ecolo.

Un scénario envisageable "mais compliqué car si on peut s'entendre relativement vite sur une réforme de la gouvernance, quid du reste du projet gouvernemental... cela peut prendre des semaines avant d'aboutir à un accord", tempère Emmanuel De Bock, chef de groupe Défi au Parlement bruxellois. Dans plusieurs partis, on évoque la possibilité de poursuivre dans la configuration actuelle le groupe CDH ne comptant que 8 députés. Certains imaginent même que des défections sont possibles vu le malaise suscité chez certains CDH bruxellois par la décision de Benoît Lutgen de rebattre les cartes. PS et Défi pèsent à eux seuls 34 sièges sur 72 dans le groupe francophone. Le groupe MR (17 sièges) est affaibli par l'absence permanente (depuis 2014) de Corinne De Permentier, pour maladie, et l'incertitude qui pèse sur le sort d'Armand De Decker, toujours député. Depuis le début de la législature, la majorité observe que le MR peine à venir au complet. Les 8 députés Ecolo pourraient donc soutenir une large réforme sur la gouvernance sans pour autant entrer dans la majorité.

Les autres textes importants déposés par le gouvernement bruxellois pourraient trouver des majorités sans le CDH qui resterait donc comme un fantôme dans un gouvernement "en affaires courantes" mais qui poursuivrait son œuvre.

## Un congrès PS pour un signal positif vis-à-vis de Défi

Jeudi matin, la ministre CDH Céline Fremault s'est présentée à la réunion hebdomadaire du gouvernement régional en indiquant qu'elle continuerait à assurer le fonctionnement de l'institution dans l'attente d'une nouvelle majorité. La réunion s'est déroulée de manière quasi normale. Les trois partis néerlandophones de la majorité – Open VLD, SP.A et CD&V – ont par ailleurs affiché leur unité.

Avec Benoît Lutgen, Ecolo s'est accordé sur la nécessité de changer la gestion publique de manière radicale avant de lancer une invitation à tous les partis pour réformer la gouvernance. Olivier Maingain, président de Défi, rencontrera le président du CDH samedi. Côté PS, on espère sans doute que le congrès "gouvernance" de la Fédération bruxelloise de ce vendredi constituera "un signal positif" vis-à-vis de son partenaire Défi. Les socialistes bruxellois, qui ont resserré les rangs – malgré l'exaspération suscitée en interne par la gestion de la crise du Samusocial par Laurette Onkelinx, présidente – doivent approuver une batterie de mesures améliorant la gouvernance dans la perspective d'un congrès statutaire national de juillet. "Nous avons exclu un certain nombre de mandataires impliqués dans des affaires et avançons vers une refonte profonde de notre fonctionnement", glisse un socialiste. Sera-ce suffisant, alors que le décumul intégral est, par exemple, loin de faire l'unanimité au PS ?

Mathieu Colley

Une majorité  
parlementaire  
pour une  
réforme de la  
gouvernance.

## La base d'Ecolo inquiète : "On n'est pas là pour sauver les fesses du PS"

Que vont faire les écologistes ? C'est bien la question : le PS tente de les embarquer dans une nouvelle majorité bruxelloise sans le CDH mais avec Défi. En Wallonie, la tendance reste à l'Orange bleue (MR-CDH) plutôt qu'à la Jamaïcaine (MR-CDH-Ecolo). Mais, au-delà du discours officiel de leurs coprésidents, que veulent les verts ? Nous avons sondé plusieurs parlementaires. Ils condamnent tous le coup politique de Benoît Lutgen mais ils voient, malgré tout, l'opportunité de négocier de grandes avancées en matière de bonne gouvernance. Peu importe qu'Ecolo soit, demain, cantonné dans l'opposition ou propulsé dans de nouvelles alliances. *"Des majorités différentes entre la Région bruxelloise et la Région wallonne... Vous imaginez ? C'est rajouter du chaos au chaos. Et tout cela à la suite du coup du CDH, confie un mandataire bruxellois. On est beaucoup à ressentir ça chez Ecolo. Le merdier actuel est épouvantable. C'est déprimant et très compliqué. Et tout cela car Lutgen s'est réveillé lundi dernier avec des états d'âme. Et puis, avec ces éventuelles majorités asymétriques, qu'est-ce qu'on fait avec la Communauté française ?"*

**"En 2009, on avait signé avec le PS et on n'a rien vu arriver"**

Même s'il condamne les manœuvres des autres partis, un député fédéral Ecolo y voit également une chance : *"il faut vraiment profiter du débranchage de prise du CDH pour réformer la gouvernance. Les gens n'en peuvent plus des Samu-social, Publifin et autres Kazakhgate... Sinon, je ne vois vraiment pas ce qu'on a à gagner à jouer dans cette partie de chaise musicale en Wallonie et à Bruxelles."* Sur une éventuelle alliance à Bruxelles avec le PS, un autre parlementaire est très pessimiste : *"En 2009, Ecolo avait signé avec les socialistes le principe du décumul des mandats et on n'a jamais rien vu arriver..."*

Mais, justement, quelle est la coalition idéale pour les écolos ? Ils ne veulent pas choisir, pas maintenant. *"Normalement, quand on fait une campagne électorale, on sent venir les choses. On se construit mentalement, petit à petit, une éventuelle majorité alternative, explique un vert de la capitale. Mais ici, les délais sont beaucoup trop courts. Le PS tente de sauver sa peau et appelle tout le monde pour éviter une débâcle totale. Mais Ecolo n'est pas là pour sauver ses fesses. Nous, on veut surtout avancer sur la gouvernance et on peut très bien le faire depuis l'opposition."*

F. C.

## Chez Défi, on avait mis Maingain en garde sur le fait de pointer des personnalités

Un ministre Gosuin très à gauche fermant les yeux sur les excès du Parti socialiste à l'intérieur du gouvernement bruxellois. C'est un reproche que le CDH fait à Défi depuis plusieurs mois de manière feutrée à l'intérieur de la majorité régionale. Réunies en bureau lundi, les troupes d'Olivier Maingain se sont toutefois montrées unies même si le parti a toujours eu son aile plus à droite et son aile plus à gauche. *"L'opinion qui a été largement partagée est la suivante, raconte un député Défi. D'abord on travaille sur un cahier de revendications, chaque parti nettoie ce qui doit l'être... c'est le préalable pour discuter. Si patte blanche est montrée. En outre, notre volonté est de pouvoir continuer à travailler au gouvernement bruxellois, pas pour se scotcher au PS, mais tout simplement parce que nous avons un accord et que nous voulons que les projets continuent."* *"Personnellement, je me sens plus proche idéologiquement de la droite que de la gauche mais nous avons un programme de majorité qui me convient très bien",* ajoute-t-il. *"Ceux qui veulent une révolution éthique, qu'ils commencent par l'appliquer en interne, appuie un Défi. La crise de confiance envers le politique impose une rationalisation. Si les grands partis de pouvoir n'y parviennent pas, cela va être difficile."* Voilà pour la ligne officielle.

Reste que l'intransigeance d'Olivier Maingain, notamment vis-à-vis du CDH, est parfois perçue comme une façon de renvoyer Benoît Lutgen à Bastogne et de maintenir son lien avec le PS. *"C'est une lecture que l'on a aussi",* glisse un Défi. Sans doute du côté d'un Bernard Clerfayt qui a très vite insisté cette semaine sur le fait que Défi pouvait gouverner avec tout le monde. Par ailleurs, lors du bureau politique de lundi, un certain nombre de membres du parti ont mis en garde Olivier Maingain par rapport au fait de citer nommément des personnes que les autres partis devraient écarter. Le président Maingain n'en a pas tenu compte en évoquant les situations, par ailleurs fort différentes, d'Armand De Decker et de Joëlle Milquet. *"Il aurait pu s'exprimer autrement",* dit un Défi. Le fait qu'Olivier Maingain semble peiner à citer des personnalités socialistes fait évidemment tiquer jusqu'à l'intérieur du parti.

Et pour rester sur la gouvernance, Défi n'a encore formellement adopté aucune mesure en interne, même si un consensus existe sur les rationalisations de la sphère publique, le décumul et le plafonnement des rémunérations en politique.

M. Co.